Michel Beaud et Gilles Dostaler

Respectivement professeurs d'économie, Université Paris VII-Denis Diderot
Et au département d'économie de l'UQÀM.s

(1996)

“Après un demi-siècle, une pensée toujours vivante.

Keynes ou l'esprit de responsabilité”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Michel Beaud et Gilles Dostaler

“Après un demi-siècle, une pensée toujours vivante. Keynes, ou l’esprit de responsabilité.”

Un article publié dans le journal **Le Monde diplomatique**, Paris, décembre 1996.

Courriel de M. Michel Beaud : m.beaud@wanadoo.fr

Courriel de M. Gilles Dostaler : dostaler.gilles@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition numérique réalisée le 30 mars 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

[Introduction](#)

[L'étalon-or contre les travailleurs](#)

[Pour la réaffirmation de valeurs fondatrices](#)

Michel Beaud et Gilles Dostaler *

**“Après un demi-siècle, une pensée toujours vivante.
Keynes, ou l’esprit de responsabilité.”**

Un article publié dans le journal **Le Monde diplomatique**, Paris, décembre 1996.

Dans l’histoire de l’économie politique, John Maynard Keynes est le seul, avec Marx, à avoir donné son nom à un corps de doctrine. Et, malgré les furieux assauts des libéraux, le keynésianisme reste une pensée vivante, cinquante ans après la mort de l’auteur de la Théorie générale. Intellectuel brillant, homme de culture, mais aussi d’action, Keynes était habité de l’esprit de responsabilité : pour lui l’économie n’avait d’autre finalité que le service de l’homme. De quoi irriter profondément tous ceux qui ne jurent que par le marché et récusent l’intervention des citoyens dans les affaires qui les concernent.

Par Michel Beaud et Gilles Dostaler

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

John Maynard Keynes est mort en 1946 - il y a un demi-siècle - à soixante-deux ans. Il venait, au cours de la guerre, de consacrer d’intenses efforts pour négocier, au nom de la Grande-Bretagne, des accords économiques et commerciaux susceptibles d’assurer un ordre international durable.

* Michel Beaud, Professeur à l’Université Paris VII-Denis Diderot.
Gilles Dostaler, Professeur, département d’économie, UQÀM.

Sa vie avait été exceptionnellement active ¹. À Cambridge, il enseignait, dirigeait les travaux des étudiants, animait son club d'économie politique et gérait les finances de King's College, dont il était *fellow* ; à Tilton, dans le Sussex, il écrivait et cultivait ses terres ; à Londres, il était engagé dans un tourbillon d'activités politiques, administratives, financières, journalistiques. Il maintint toujours des rapports étroits avec ses amis du groupe de Bloomsbury : Virginia Woolf, Lytton Strachey, Duncan Grant et d'autres artistes et écrivains. S'étant enrichi par la spéculation, la vente de ses livres et la rémunération de ses articles, il fut aussi ce que les Britanniques appellent un *patron of the arts*, ouvrant un théâtre, subventionnant une troupe de ballet, subvenant aux besoins d'amis artistes. Il présida, pendant la dernière guerre, le Comité pour l'encouragement à la musique et aux arts, qui deviendra le Conseil des arts de Grande-Bretagne. Il laissa, à sa mort, une importante collection de tableaux et de livres anciens.

Il y a donc bien des manières d'évoquer la mémoire de cet homme. En cette période de laisser-faire, soulignons ici son esprit de responsabilité. Même par ses adversaires et critiques, Keynes a été reconnu comme le plus important des économistes de notre siècle. Mais cet économiste hors pair estimait que l'économie devait occuper une place de second rang, derrière l'éthique et le politique. L'économiste devait donc - comme l'homme politique, le journaliste ou l'administrateur public ou privé - assumer sa responsabilité face aux problèmes de son temps.

De l'ensemble des œuvres et des activités de John Maynard Keynes se dégage clairement ce fil conducteur : un combat acharné, obstiné, pour convaincre ses contemporains de la nécessité de profondes réformes, tant pour conjurer les catastrophes qui menacent le monde et la civilisation que pour assurer à tous les conditions matérielles d'une vie meilleure. C'est « *avec une ardeur militante que la plupart de ces essais furent écrits, en un effort pour influencer*

¹ Les biographies les plus complètes de Keynes sont celles de Donald E. Moggridge, *Maynard Keynes : An Economist's Biography*, Londres, Routledge, 1992, et de Robert Skidelsky, *John Maynard Keynes*, Londres, Macmillan, 1983 et 1992, dont le troisième volume est à paraître.

l'opinion publique ² », souligne-t-il dans la présentation de ses *Essays in Persuasion*.

L'étalon-or contre les travailleurs

[Retour à la table des matières](#)

Fondamentalement, pour lui, l'économie doit être non une fin, mais un instrument au service du social, géré par le politique : « *Si les économistes pouvaient parvenir à se faire considérer comme des gens humbles et compétents, sur le même pied que les dentistes, ce serait merveilleux* ³ ! » La guerre et l'instabilité internationale, le chômage, l'orthodoxie financière et la croyance aveugle dans l'efficacité du marché ont été ses principales cibles.

Au lendemain de la première guerre mondiale, représentant le Trésor britannique à la conférence de paix de Paris, Keynes s'opposa à l'attitude revancharde qui amenait à imposer à l'Allemagne des paiements de réparations excessifs. Il fallait reconstruire l'Europe, assurer partout une économie prospère, et non détruire celle de l'Allemagne. Il démissionna de la délégation britannique lorsqu'il fut persuadé que le traité de Versailles allait dans une direction dangereuse pour l'avenir du continent. Il poursuivit ce combat en écrivant rapidement un livre qui allait le rendre célèbre, *Les Conséquences économiques de la paix* (1919). Les difficultés économiques ultérieures de l'Allemagne et la montée du nazisme lui ont donné raison. Dans le même esprit, dès le début de la Seconde Guerre mondiale, Keynes

² *Essais sur la monnaie et l'économie. Les cris de Cassandra*, Paris, Payot, 1972, p. 11. Ce livre, qui constitue une des meilleures introductions à la pensée de Keynes, accessible pour le non-spécialiste, est une traduction partielle des *Essays in Persuasion*, d'abord parus en 1931, et dont une version augmentée a été publiée comme volume IX des *Collected Writings of John Maynard Keynes* (30 volumes, Londres, Macmillan, 1971-1989).

³ « Perspectives économiques pour nos petits-enfants » (1930), in *Essais...*, *op. cit.*, p. 141.

travaillera à un système de paiement international qui devait permettre un retour durable à la prospérité.

Dans les années 20, il lutte contre la politique, menée au détriment des travailleurs, de retour à l'étalon-or et de restauration de la livre sterling à sa parité d'avant-guerre : *Les Conséquences économiques de M. Churchill* (1925) et *La Fin du laisser-faire* (1926) constituent de rudes attaques contre l'orthodoxie économique⁴, le dogme de l'ajustement spontané des économies par les marchés et la soumission à des lois économiques qui, en fait, sont les lois des plus forts. Face aux politiques déflationnistes menées dans les années 20 et durant la grande crise, il appelle à une intervention active des pouvoirs publics pour résorber le chômage, critique le discours incantatoire sur le caractère sacré des équilibres financiers et dénonce avec virulence les politiques fondées sur les baisses de salaires, les sacrifices imposés aux plus faibles et la réduction des services de l'Etat, en particulier pour les plus démunis. Cette lutte est en quelque sorte couronnée par la publication, en 1936, de la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, puissante construction théorique, en conclusion de laquelle il souligne que les deux problèmes majeurs engendrés par le fonctionnement des économies contemporaines sont le chômage et une trop grande inégalité des fortunes et des revenus.

On le voit, John Maynard Keynes était tout sauf un « théoricien pur » se complaisant dans des modèles abstraits coupés de la réalité. Ses apports théoriques ont été suscités par sa constante préoccupation d'apporter des réponses à des questions politiques et sociales majeures. Attitude trop rare chez les économistes aujourd'hui.

Sa pensée était riche, complexe, évolutive, sur certains points nuancée, sur d'autres contradictoire. La « révolution keynésienne » - l'expression est forgée lors de sa mort⁵ - s'enracine dans le renou-

⁴ Dans la *Théorie générale*, il désignera par l'expression d'« *économistes classiques* » les tenants de cette orthodoxie élaborée, entre autres, par l'économiste anglais David Ricardo (1772-1823).

⁵ Mais, déjà en janvier 1935, Keynes écrivait à son ami George Bernard Shaw que la *Théorie générale*, dont il achevait la rédaction, révolutionnerait la ma-

veau théorique qu'elle a suscité. Le keynésianisme qui s'impose dans l'après-guerre, et dont bientôt presque tous se réclament, est divers et contrasté : à un pôle, les keynésiens de la rupture, avec notamment Joan Robinson, soulignent la coupure radicale entre la vision de Keynes et la théorie orthodoxe ; à l'autre pôle, les keynésiens libéraux reconstruisent la macroéconomie keynésienne dans le cadre de ce que l'économiste américain Paul Samuelson qualifiera de « *synthèse néo-classique* ».

Cependant, radicaux ou modérés, les héritiers de Keynes partagent cette conviction : livrée à elle-même, l'économie n'assure pas le plein emploi, et l'intervention de l'Etat est parfaitement légitime pour combattre le chômage et soutenir l'activité. Mais les premiers prônent des transformations économiques et sociales radicales, les seconds préférant un guidage plus fin de l'économie.

En fait, à la suite d'une crise qui avait été la plus profonde et la plus longue de l'histoire du capitalisme, l'intervention de l'Etat s'était partout renforcée durant la guerre. Dans l'après-guerre, elle fut très largement acceptée, d'abord à cause des urgences de la reconstruction et de la modernisation, puis pour assurer et régler la croissance face au défi sans précédent que représentait, pour l'Occident, la puissance soviétique. Cet interventionnisme s'appuyait sur une vision macroéconomique (concrétisée et nourrie par les comptabilités nationales), la priorité au plein-emploi (fortement affirmée au tournant des années 40 et 50) et la reconnaissance de la pleine responsabilité de l'Etat en matière économique. Ainsi s'ouvrit la grande époque des politiques économiques, de la croissance et du plein emploi.

Beaucoup eurent alors la conviction qu'on était entré dans une ère nouvelle, où le savoir économique permettrait de maîtriser l'économie. Ainsi Walter Heller, qui avait présidé le comité des conseillers économiques du président Kennedy, écrivait en 1966 : « *La connaissance économique a atteint sa majorité au cours des années 60. Deux présidents ont reconnu son importance en tant que composante de la puissance nationale et facteur du pouvoir présiden-*

nière dont le monde considère les problèmes économiques. Il avait prévu que cela prendrait une dizaine d'années.

tiel, et l'ont mise à contribution. Qu'ils aient accepté d'utiliser, pour la première fois, toute la gamme des instruments de la science économique moderne constitue l'élément déterminant de l'expansion ininterrompue que les Etats-Unis ont connue depuis le début de 1961 ⁶. » Mais ces convictions n'étaient pas partagées par tous.

Face à l'interventionnisme, la pensée libérale était demeurée vivace. Friedrich Hayek, qui avait critiqué dès les années 30 les propositions de Keynes, réaffirme en 1944, dans *La Route de la servitude*, le credo libéral ; il rejette, comme menant au totalitarisme, aussi bien l'économie dirigée du centre que le socialisme démocratique, le planisme et le contrôle de l'économie. En 1947, il crée la société du Mont-Pèlerin, regroupement d'intellectuels libéraux qui a compté parmi ses membres plusieurs futurs Prix Nobel ⁷ d'économie.

En 1962, Milton Friedman glorifie, dans *Capitalisme et liberté*, « l'extraordinaire fécondité du marché » ⁸, à laquelle il oppose le caractère régressif des interventions publiques. Ses travaux sur le revenu permanent et la fonction de consommation ⁹, sur la monnaie ¹⁰, son concept de taux naturel de chômage ¹¹ peuvent être lus comme autant de contributions à la déconstruction de l'édifice keynésien. Dans la brèche ainsi ouverte s'engagent de jeunes économistes, rompus à la formalisation mathématique : s'opposant aux macroéconomies d'inspiration keynésienne et bousculant les positions de Friedman, ils lancent la nouvelle macro-économie classique, en référence explicite à

⁶ Walter Heller, *Nouvelles perspectives de la politique économique*, Paris, Calmann-Lévy, 1968 (éd. anglaise originale, 1966), p. 35.

⁷ C'est par abus de langage qu'on nomme « prix Nobel » le Nobel Memorial Prize in Economics, attribué par la Banque de Suède depuis 1969, et qui contribue à donner à l'économie les atours d'une science exacte.

⁸ *Capitalism and Freedom*, University of Chicago Press, 1962, p. 200.

⁹ *A Theory of the Consumption Function*, Princeton University Press, 1957.

¹⁰ Entre autres, *The Optimum Quantity of Money*, Chicago, Aldine, 1969, et, avec Anna Schwartz, *A Monetary History of The United States*, Princeton University Press, 1963. Friedman oppose à la théorie keynésienne la théorie quantitative de la monnaie, que Keynes avait rejetée dans la Théorie générale. De là vient l'expression de monétarisme.

¹¹ « The Role of Monetary Policy », *American Economic Review*, vol. LVIII, 1968, 1-17.

l'économie classique qu'avait rejetée Keynes ¹². L'ensemble de ces théories ont en commun de récuser, sous des formes et à des degrés divers, l'intervention de l'État.

Mais le basculement théorique et doctrinal n'a pris tout son poids qu'avec la crise qui s'ouvre au début des années 70. L'interventionnisme se révèle de moins en moins efficace ; les politiques économiques fines ne réussissent plus à contenir ni le chômage ni l'inflation ; les thèmes du moins d'Etat et du laisser-faire prennent le dessus. Ce retour du libéralisme est couronné par les victoires de Mme Margaret Thatcher en Grande-Bretagne en 1979 et de M. Ronald Reagan aux Etats-Unis en 1980 ; il a été conforté par les reculs successifs des majorités élues sur des programmes de gauche dans les années 80 et par l'effondrement des régimes de type soviétique à la fin de ces années. C'est au marché qu'on s'en remet désormais pour régler les problèmes.

Dans ce contexte, nombre d'économistes universitaires se sont désintéressés du réel. Amorcé dans les années 30, renforcé pendant la guerre, un puissant mouvement de formalisation et de mathématisation s'était développé, permettant notamment, après la guerre, la construction de grands modèles économétriques qui se sont révélés d'indispensables outils de politique économique. Parallèlement s'est imposée, dans le monde universitaire, une scolastique de la formalisation qui privilégie des travaux de plus en plus complexes sur des théories très largement déconnectées du réel. D'autres économistes ont contribué à dépolitiser et déresponsabiliser le savoir économique en le réduisant à des calculs de maximisation et d'optimisation, calculs qu'ils appliquent à toute la gamme des comportements humains ¹³. La conjonction de cette scolastique et du renouveau libéral a conduit à un net reflux, dans la profession d'économiste, de l'esprit de responsabilité face aux grands problèmes de cette fin de siècle.

¹² Le chef de file de cette école, l'économiste américain Robert Lucas, est le lauréat du prix Nobel d'économie 1995.

¹³ Par exemple, Gary Becker (qui a reçu le prix Nobel en 1992), *The Economic Approach to Human Behavior*, University of Chicago Press, 1976.

Les maux de notre monde sont connus : enrichissement sans frein, corruption, inégalités, chômage de masse, précarisation, pauvreté, exclusion, atteintes à l'environnement. Une très large gamme de besoins essentiels demeurent non satisfaits, tandis que d'innombrables travailleurs sont sans emploi ou sous-employés. On retrouve là les deux problèmes majeurs dénoncés par Keynes il y a soixante ans : « *Les deux vices marquants du monde économique où nous vivons sont, le premier, que le plein emploi n'y est pas assuré, le second, que la répartition de la fortune et du revenu y est arbitraire et manque d'équité* ¹⁴. »

Le monde, alors, était marqué par une articulation claire entre national et international, entre initiative privée et action publique. Les solutions proposées par John Maynard Keynes s'inscrivaient dans ce cadre. Il faut bien constater qu'elles ont perdu de leur efficacité dans un monde pris dans les tourbillons de la mondialisation, de la marchandisation et de l'innovation permanente. Face à ces problèmes, poursuivre dans la voie tracée par Keynes, ce n'est pas principalement prôner la relance par la demande ; c'est avant tout établir « *un diagnostic mieux fondé* ¹⁵ », puis rechercher les solutions adéquates en vue d'« *infléchir à temps le cours des événements* ¹⁶ ».

Les multinationales mettent en compétition Etats, territoires et sociétés, leur faisant supporter les effets de leurs stratégies. La constitution d'ensembles régionaux transforme les capacités d'action des Etats-nations. Les acteurs, tant nationaux que multinationaux, sont en permanence soumis aux tensions et aux secousses des marchés monétaires et financiers mondiaux. Internationalisation, régionalisation et globalisation dominent désormais le couple national-international, fondateur de l'économie politique comme des macro-économies keynésiennes, et le transforment profondément. Le rapport de forces entre le travail et le capital est modifié au profit du dernier.

¹⁴ *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Payot, 1942, éd. 1949, p. 386.

¹⁵ « *Le monde se trouve aujourd'hui dans une impatience extraordinaire d'un diagnostic mieux fondé* », écrivait Keynes en conclusion de la *Théorie générale*, *op. cit.*, p. 396.

¹⁶ C'est dans cette perspective que Keynes avait écrit les textes rassemblés dans ses *Essays in Persuasion* (*Essais...*, *op. cit.*, p. 11).

Dans le même temps, les rapports marchands envahissent tous les champs du social, de la procréation à la mort, de l'éducation aux loisirs et à la culture. De nouvelles formes marchandes sont inventées chaque jour, de nouveaux besoins suscités. L'argent domine de plus en plus l'existence de chacun, et les institutions publiques, organisations internationales, associations et organismes, y compris caritatifs et humanitaires. Les sphères de l'accès gratuit à des services et biens utiles se rétrécissent, comme celles des productions non marchandes.

Les évolutions sont différentes entre villes et campagnes, Nord et Sud, Ouest et Est, océans de pauvreté et archipels de prospérité : mais l'argent devient le principe organisateur de chaque société, et toutes les sociétés dépendent de plus en plus des phénomènes monétaires et financiers internationaux. Le capitalisme industriel, parvenu à maturité dans l'Occident riche, est en train de se transformer en un capitalisme des hautes technologies, mobilisant en permanence les capacités de la technique et de la science. Génétique, électronique, informatique, recherches sur la matière et le vivant : toutes ces sciences sont mobilisées, sous l'impulsion d'oligopoles mondiaux dans un processus d'innovation permanente. Ainsi sont à la fois façonnés de nouveaux besoins solvables et conçues les marchandises destinées à les assouvir. Alors qu'États-nations et organisations internationales ont renoncé à tout effort systématique pour maîtriser le futur, un petit nombre de ces oligopoles mettent en place les grands systèmes techniques dans le cadre desquels nous serons informés, distraits, transportés, protégés, soignés et nourris dans un avenir proche.

Familles et individus sans argent et besoins non solvables sont moins que jamais pris en compte. Précarité, chômage, pauvreté, exclusion, misère ne sont pas tellement les effets d'une crise que le revers de la médaille de notre modernité et de ses flots croissants de richesses et de marchandises ; tout comme ils avaient déjà été, avant la courte parenthèse social-démocrate, la face obscure de la modernité du capitalisme industriel.

Pour la réaffirmation de valeurs fondatrices

[Retour à la table des matières](#)

Du regain des intégrismes aux tentations de repli national, des contestations et luttes sociales aux tentatives de coordination plurinationales, des initiatives et impulsions locales et régionales au renouveau des aspirations nationales, réactions et réponses sont multiples.

Ce qui fait cruellement défaut, c’est une stratégie. Dans le monde actuel, cette stratégie ne peut être que multiforme et mise en œuvre à une pluralité de niveaux, du local au mondial, par une large gamme d’acteurs. Sa cohérence ne peut venir que de la réaffirmation forte et solennelle de quelques valeurs fondatrices de notre humanité et du choix d’un petit nombre de lignes de force et de priorités.

Les inégalités, tant au niveau mondial que dans la plupart des pays, ont atteint des degrés inacceptables, parce que humainement dégradants, socialement corrompeurs et économiquement contre-productifs. De même, autant le marché constitue un mécanisme économique irremplaçable, autant ce serait une folie mortifère que de s’en remettre à lui pour tout. Dès lors, l’action de formes étatiques, pas seulement nationales, est indispensable tant pour résoudre les problèmes d’aujourd’hui (humains, sociaux, environnementaux) que pour préparer l’avenir.

En fonction des objectifs prioritaires pourrait être élaborée une stratégie dont chaque action contribuerait à apporter des réponses aux différentes crises : crises des sociétés (chômage, pauvreté, inégalités, exclusion), crises entre sociétés, crises des relations entre les hommes et leur planète ¹⁷ ; cela nécessitera que de nouvelles instances démo-

¹⁷ Ainsi, un programme mondial pour l’eau potable, mené avec des techniques soucieuses de l’environnement, pourrait à la fois créer des emplois et du pou-

cratiques soient inventées (notamment aux niveaux multinational et mondial), que l'on apprenne à coordonner les différents niveaux d'action et que l'on réussisse à concilier diversité dans les démarches et convergence dans les effets.

Par-delà cette esquisse, l'essentiel est qu'on ne laisse dépendre l'avenir ni des marchés ni de puissances financières qui n'ont de comptes à rendre à personne et que, pour cela, puisse se construire un projet, un programme pour les premières décennies du XXI^e siècle.

Michel Beaud et Gilles Dostaler.

Michel Beaud

Professeur à l'université Paris VII-Denis Diderot

Gilles Dostaler

Professeur, département d'économie, UQÀM.

voir d'achat, au Nord comme au Sud, améliorer les conditions de vie des populations concernées et préserver l'avenir.